

Tensions sur les ressources minérales. Un échec de la gouvernance du Monde ?

Michel Bornuat.

Les matières premières minérales redeviennent depuis peu un enjeu majeur pour les mondes politique et économique. Les tensions qui affectent ce domaine ne sont pas étonnantes tant les politiques suivies récemment manquent vraiment de vues à moyen et long terme.

Rappel historique

Historiquement, l'approvisionnement en métaux et minéraux industriels a pourtant été de tous temps une préoccupation des États et des industriels. C'était vrai, même il y a très longtemps, durant la Préhistoire et il suffit de se souvenir des subdivisions adoptées par l'archéologie : Paléolithique, Mésolithique, Néolithique, âges de la pierre taillée et de la pierre polie, Chalcolithique, âges du Bronze et du Fer, etc., pour comprendre à quel point les ressources minérales ont joué un rôle déterminant dans l'évolution de l'humanité. Les matières premières minérales bénéficient, il est vrai, du fait qu'elles se conservent très bien, mais ces distinctions archéologiques correspondent aussi à des sauts technologiques traduisant une maîtrise croissante des techniques, en particulier de la métallurgie. Pour la fabrication d'objets courants (araire par exemple) ou d'armes, dont dépendaient les civilisations et leurs pouvoirs, l'approvisionnement était donc très important.

Bien que l'archéologie minière ne se soit développée qu'assez récemment, on sait à quel point en Europe, les civilisations celte, romaine, puis celles qui ont suivi jusqu'à l'époque industrielle – y compris l'époque coloniale – ont su assurer leur approvisionnement en métaux. Contrairement à l'outil en silex ou au vase en céramique, irrécupérables une fois brisés, les métaux ont en effet l'avantage d'être recyclables, remis en forme après refonte et martelage.

Les tensions pour posséder des mines et contrôler le commerce et les routes du trafic ne datent donc pas d'aujourd'hui. Elles ont parfois provoqué des guerres. Ces tensions étaient néanmoins d'une nature différente de celles qui se manifestent actuellement car le Monde, au cours des trois dernières décennies, a subi une évolution inédite.

Le contexte politico-économique

Depuis une trentaine d'années, les États-Unis (Ronald Reagan) et la Grande-Bretagne (Margaret

Thatcher) ont oublié les principes de la bonne gouvernance économique selon Keynes, qui avait pourtant tiré les leçons de la crise de 1929. Sous leur influence, renforcée par la chute de l'empire soviétique, le monde s'est peu à peu persuadé que le capitalisme libéral et le marché, soutenus par la dérégulation et la mondialisation, allaient pouvoir régler tous les problèmes. Certes, les pays « émergents » (Chine, Inde, Brésil...) ont largement profité de cette évolution, mais les conséquences n'ont pas toutes été positives, notamment dans l'organisation de l'industrie minière mondiale :

- Dans l'**industrie minière**, comme dans les autres domaines, la concurrence entre les États est faussée par les différences de niveau de vie et de salaire. La suppression ou l'allègement des réglementations et des taxes douanières a permis à certains pays de faire une sorte de « dumping social ». La Chine a ainsi pu s'assurer, il y a une vingtaine d'années, un quasi-monopole de production du tungstène et de l'antimoine.
- Les **pays développés**, dont les économies s'orientaient vers le secteur tertiaire et les services (et maintenant vers l'« économie du quaternaire ») – trop confiants sans doute dans le libre échange – ont peu à peu réduit leurs stocks et, pour certains d'entre eux notamment en Europe, renoncé à encourager les prospections minières sur leur territoire, d'ailleurs poussés dans cette voie par les mouvements écologistes.
- Parallèlement, **certains États, gros producteurs miniers**, ont affiché une volonté et une capacité de plus en plus grandes, grâce notamment au transfert de technologie, de transformer sur place les matières premières et d'y développer l'intégralité de certaines filières jusqu'aux produits finis. Leurs besoins domestiques en minerais se sont donc clairement accrus et ont provoqué une baisse des exportations, parfois encouragée par des taxes à l'exportation ou des quotas.
- Les **fusions** et les **rachats de compagnies minières** ont abouti à la création de multinationales qui, pour amortir les effets de la fluctuation des cours, ont diversifié leurs activités, multipliant les substances produites ou développant l'aval industriel. Ces géants miniers globaux, en position parfois de quasi-monopole, ont pu peser sur les prix et accroître ainsi leur marge bénéficiaire.

- La **libre circulation des capitaux** a grandement favorisé la **spéculation**, que ce soit en fonction des fluctuations des devises (dollar en particulier), des taux d'intérêt, des contextes géopolitiques ou des dettes publiques. Le développement des technologies de l'information et de la communication y ont aussi participé. Le recours aux valeurs refuges que représentent les métaux précieux a des conséquences énormes sur les cours comme le montre le record de prix atteint récemment par l'or.
- L'**influence grandissante de la finance** sur l'activité économique a eu plusieurs conséquences néfastes. La politique des flux tendus, souvent imposée aux industriels, est la cause de nombreuses perturbations de l'activité. D'une manière générale, la finance et l'industrie minière ne travaillent pas dans le même temps : un transfert de fonds peut s'effectuer dans la minute alors que le mineur a besoin de 5 à 10 ans pour développer un nouveau gisement... et le retour sur investissement est long !

In fine, toutes ces évolutions, assez récentes, traduisent le fait que le monde économique et financier a pris le pouvoir au détriment du politique et souvent avec l'assentiment de ce dernier.

Des causes de tensions diverses

L'offre et la demande

Si l'en en croît les financiers de la City ou de Wall Street, c'est la cause principale, sinon unique, des tensions : le prix élevé d'un métal est la résultante d'un déficit de production ou d'un excès de consommation.

Des déséquilibres entre offre et demande peuvent exister dans les deux sens. Il n'y a pas si longtemps, les prix très bas des métaux décourageaient les investisseurs de maintenir un niveau suffisant de prospection minière et *a fortiori* de lancer de nouveaux projets d'exploitation. Le retard ainsi accumulé peut demander une décennie, voire plus, pour être rattrapé alors que la consommation peut croître assez rapidement. Suite à des évolutions technologiques, c'est le cas actuellement pour les terres rares et certains « petits métaux », consommés dans les énergies vertes, l'aviation, les communications, etc. Mais si, dans de telles circonstances, les États n'essayaient pas de reconstituer rapidement des stocks « stratégiques », si le marché n'anticipait pas un déséquilibre éventuel, bref s'il n'y avait pas de spéculation, la volatilité des cours n'aurait pas une telle ampleur.

Inversement, une stagnation de la demande, alors que des projets lancés dans une phase de croissance

précédente arrivent à maturité, peut entraîner une surcapacité de production. On retrouve là les différences dans la vitesse de réaction de la finance d'une part et celle des opérateurs miniers, d'autre part.

Pour le pétrole qui, selon l'AIE¹, a atteint un pic de production mondiale alors que la demande continue à croître, il est clair que le déséquilibre structurel entre offre et demande se traduit et se traduira par une augmentation du prix du baril et, à terme, par une diminution (en pourcentage) de la contribution du pétrole au panel énergétique. Dans ce domaine, les tensions sont déjà fortes, liées entre autres au CO₂ libéré par les énergies fossiles et aux problèmes de sûreté et de déchets de l'industrie électronucléaire.

Le rôle des États

Pendant longtemps, les pays développés avaient des stocks diversifiés de matières premières minérales, dont certaines qualifiées de stratégiques, en particulier tant que le communisme et l'URSS ont été considérés comme un danger. Le stockage des hydrocarbures (pétrole et gaz) a été maintenu, mais les stocks de métaux, pas toujours connus avec précision, ont disparu ou ont été fortement réduits. Ils permettaient pourtant à ces pays de calmer les jeux spéculatifs et de faire face aux crises, jouant ainsi un rôle positif pour la stabilité des marchés.

Ce n'est pas le cas de la politique chinoise actuelle caractérisée par des quotas à l'exportation de plus en plus restrictifs pour certains métaux (TR, In, Sb, W, Sn, Mo) et même pour certains pays avec lesquels la Chine entretient des relations difficiles. Cette politique crée évidemment des tensions immédiates mais favorisera à moyen et long terme le développement de nouvelles mines dans d'autres pays.

Sous l'influence des mouvements écologiques, du syndrome NIMBY² et dans un souci légitime de favoriser le développement durable, la législation minière de certains États devient de plus en plus contraignante, parfois même stérilisante. Or les substances minérales sont indispensables et il est tout à fait possible d'avoir des mines non polluantes. Encore faut-il que l'on n'empêche pas toute recherche comme cela a failli être le cas en France pour le gaz de schiste.

Le rôle des États est également important pour les ressources de proximité, produites localement ou régionalement. C'est le cas des granulats et, en général, de tout pondéreux dont le prix à la tonne ne supporte pas de grands transports (calcaires et argiles pour ciment, gypse...). La législation doit donc être adaptée afin de permettre le renouvellement des ressources au niveau

1. Agence Internationale de l'Énergie.

2. Not In My Backyard (Pas dans mon jardin).

des quantités et des délais d'autorisation requis. Cette question des délais ne s'applique pas qu'aux ressources de proximité. Pour nombre de substances minérales, la satisfaction de la demande passe par le développement de projets miniers coûteux et longs à mettre en place et dans lesquels les impératifs d'acceptation sociale et environnementale sont de plus en plus exigeants.

Monopoles et oligopoles

La tendance au monopole favorise la hausse des prix, tandis que la concurrence favorise leur baisse. Ce dogme des partisans de l'économie libérale ne s'avère pas toujours vrai. Encore faut-il, pour qu'il s'applique, que la concurrence existe réellement. Par exemple, en évitant sans doute les ententes illégales, les trois grands producteurs mondiaux du fer : Vale (Brésil), Rio Tinto et BHP Billiton ont su avoir des politiques parallèles qui leur ont permis de multiplier par 3 en 3 ans le prix de la tonne livrée aux sidérurgistes européens, japonais ou chinois. Des projets nouveaux pourraient faire baisser les cours mais la « reprise en main » de Vale par l'État brésilien et sa volonté de développer une sidérurgie locale limiteront peut-être les exportations et pourraient influencer les prix à la hausse. La position d'un groupe comme Arcelor-Mittal, à la fois mineur et sidérurgiste, soucieux de sécuriser ses approvisionnements en fer et en charbon, peut participer à un rééquilibrage du marché.

D'une manière générale, les géants miniers globaux, en position de quasi-monopole pour une substance minérale et un secteur industriel aval, créent une dépendance jusqu'à ce que les contrats de fourniture annuels ne puissent plus être négociés et qu'un nouveau système de prix « au trimestre » s'installe. L'étape suivante consiste à passer de prix trimestriels à des prix mensuels et à se rapprocher ainsi des prix spot, le but étant bien sûr d'augmenter la marge dégagée.

Commerce et finances

Les grands négociants en matières premières (Louis Dreyfus, Gencor par exemple) ont accès, grâce à leurs réseaux mondiaux de représentants, d'activités, de transports, à des informations qui favorisent grandement leurs opérations financières, pour les transactions comme pour les placements.

La spéculation financière peut présenter divers aspects. Citons le stockage spéculatif comme celui, malheureux pour leurs auteurs (les frères Hunt) sur l'argent dans les années 80 ou celui de 2000 organisé par Norilsk sur les platinoïdes. Autre forme, les ETF (Exchange Traded Funds) sont des produits boursiers, très spéculatifs, adossés à des stocks de matières premières. Leur objectif est de provoquer une hausse des cours en raréfiant l'offre en métal.

Recyclage et substitution

En principe, plus un métal peut être recyclé, plus un marché vit à l'abri des poussées de fièvre dues à la politique de certains États ou des spéculateurs. Mais on voit, à propos du cuivre en France, que cette qualité provoque une nouvelle forme de délinquance dont est victime la SNCF, entre autres. Par ailleurs, les éléments rares utilisés dans les nouvelles technologies et qui font l'actualité sont très peu, voire pas du tout, recyclés.

La substitution d'une matière par une autre est un domaine de recherches actif mais s'appuie sur une base technique solide et nécessite du temps pour devenir opérationnel, une perspective largement conditionnée par l'évolution du marché et des prix. Tant qu'il ne conduit pas à un succès industriel, c'est un domaine qui reste confidentiel.

Conclusion

On le voit, les causes de tensions sur le marché des substances minérales sont assez variées, plus que dans le passé, car « l'ingénierie financière » (curieuse expression !) a favorisé la spéculation, et la mondialisation instantanée des échanges et des informations a accentué le décalage entre un monde en partie virtuel et le monde minier industriel, réel, oh combien ! Ces tensions subsisteront car la compétition autour des matières premières minérales restera une des composantes du pouvoir à l'échelle mondiale et une crise systémique liée aux produits financiers ne peut être exclue.

Ces diverses tensions actuelles sont illustrées, pour diverses substances, dans les articles suivants, sans doute d'une manière plus factuelle et peut-être un peu moins polémique.